LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration des contributions directes

https://impotsdirects.public.lu

Bureau d'imposition:

Réinitialiser

Déclaration pour l'impôt sur le revenu de l'année 2023

Ce formulaire est destiné aux personnes physiques résidentes et non résidentes. La déclaration est à remettre remplie et signée pour le 31 décembre 2024 au bureau d'imposition compétent sous peine d'un supplément d'impôt pour dépôt tardif ou non-dépôt.

Signalétique

	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
Nom	101	102
Prénom	103	104
Date de naissance / numéro d'identification	105 Année Mois Jour	106 Année Mois Jour
Lieu de naissance (localité / pays)	107	108

Numéro de dossier

A indiquer obligatoirement (si attribué) : 109

Profession ou genre de l'activité	110	111
Téléphone (accessible le jour)	112	113
Courriel	114	115

Domicile ou séjour habituel **actuel**

Numéro - rue	116	117	118	119
Code postal - localité	120	121	122	123
Pays	124		125	

Ancien domicile ou séjour habituel à indiquer uniquement en cas de changement entre le 1/1/2023 et le 31/12/2023

Du 1/1/2023 au	126		127	
Numéro - rue	128	129	130	131
Code postal - localité	132	133	134	135
Pays	136		137	

Coordonnées bancaires

Titulaire du compte	138		
Code IBAN	139	SWIFT BIC	140

ENFANTS

E

N° dossier	Année 2023

1. Enfants ayant fait partie du ménage du contribuable

Nom et prénom de l'enfant	Date de naissance / numéro d'identification	Demande de la modération d'impôt pour enfants *	Spécification de la formation professionnelle
a) Enfants âgés de moins de 21 ans au 1/1/2023 ou nés en cours de l'année 2023			
201	202 année mois jour	* ☐ 203	
204	205 année mois jour	* ☐ 206	
207	208 année mois jour	* ☐ 209	
210	211 année mois jour	* ☐ 212	
b) Enfants âgés d'au moins 21 ans au 1/1/2023 et ayant poursuivi de façon continue des études de formation professionnelle			
213	214 année mois jour	* ☐ 215	216
217	218 année mois jour	* ☐ 219	220
221	222 année mois jour	* ☐ 223	224
c) Enfants âgés d'au moins 21 ans au 1/1/2023 jouissant de l'allocation familiale continuée (enfants handicapés ou infirmes)			
225	226 année mois jour	* ☐ 227	

*** A cocher uniquement au cas où la modération d'impôt pour enfants n'a pas été accordée sous la forme d'allocation familiale par la CAE, d'aide financière de l'Etat pour études supérieures ou d'aide aux volontaires.**

Dans le cas des contribuables vivant en ménage sans être mariés, qui ont des enfants communs pour lesquels aucune allocation familiale, aide financière pour études supérieures ou aide aux volontaires n'a été payée, la modération d'impôt pour enfant sous la forme de dégrèvement d'impôt sera accordée à un seul des parents (modèle 104).

7510 ¦ 7520

2. Enfants n'ayant pas fait partie du ménage du contribuable

Voir rubrique «charges extraordinaires» **CE** (page 18, cases 1801 et suivantes)

3. Demande de l'application du crédit d'impôt monoparental - CIM

☐ 228 Je demande le crédit d'impôt monoparental pour personne appartenant à la classe 1a, ayant au moins un enfant appartenant au ménage et à laquelle le crédit d'impôt monoparental n'a pas été bonifié par l'intermédiaire de l'employeur ou d'une caisse de pension. Le crédit d'impôt n'est pas accordé lorsque les deux parents de l'enfant partagent, avec leur enfant, une habitation commune.

Nom et prénom de l'enfant (enfant(s) visé(s) sous 1 ci-dessus)	Montant mensuel de l'allocation perçue *
229	230
231	232
233	234

* Par allocations, il convient de comprendre les rentes alimentaires, le paiement des frais d'entretien, d'éducation et de formation professionnelle, etc. Les rentes-orphelins et les prestations familiales (allocations familiales) n'entrent pas en ligne de compte.

Lorsqu'aucun revenu n'est déclaré dans les rubriques C/A, I, S, P, CM, L et D, les moyens de subsistance doivent être indiqués ci-dessous:

235

236

4. Demande de la bonification d'impôt pour enfant

☐ 237 Demande pour la bonification d'impôt pour les enfants pour lesquels le droit à une modération d'impôt a expiré en 2021 ou en 2022. Au-delà d'un revenu imposable ajusté de 76 600 €, la bonification d'impôt n'est plus accordée, sauf lorsque le nombre d'enfants visés au point 1 ci-dessus ainsi qu'au présent point dépasse 5 unités.

Nom et prénom de l'enfant	Date de naissance / numéro d'identification
238	239 année mois jour
240	241 année mois jour

0805

ETAT CIVIL / NON-RESIDENTS

E/NR

N° dossier	Année 2023

Etat civil

☐ 301 Célibataire

Classe d'impôt: 0730

☐ 302 Marié(e)
☐ 303 Divorcé(e)
☐ 304 Veuf / veuve

depuis le: 305

Séparé(e):

☐ 306 - en vertu d'une dispense légale accordée
☐ 307 - en vertu d'un jugement de séparation de corps prononcé
☐ 308 - en vertu d'une dispense de l'autorité judiciaire accordée

le: 309

Non-résidents (à remplir par les contribuables qui n'ont pas leur domicile fiscal ou leur séjour habituel au Luxembourg)

Election facultative d'un domicile au Luxembourg (adresse pour la notification des bulletins d'impôt)

	Pour le contribuable	Pour le contribuable conjoint/partenaire
Nom et prénom	310	311
Date de naissance / numéro d'identification	312 (Année Mois Jour)	313 (Année Mois Jour)
Numéro - rue	314 / 315	316 / 317
Code postal - localité	318 / 319	320 / 321

Assimilation du non-résident au résident

Demande pour l'application des dispositions de l'article 157*ter* L.I.R. ou de l'article 24 § 4a de la convention contre les doubles impositions entre le Luxembourg et la Belgique. Tous les revenus de source luxembourgeoise (revenus non exonérés) et de source non luxembourgeoise (revenus exonérés) du contribuable et le cas échéant de son conjoint / partenaire doivent être déclarés.

Le contribuable non résident peut être assimilé au contribuable résident si au moins une des conditions suivantes est remplie *(en ce qui concerne les contribuables non résidents mariés il suffit qu'au moins l'un des époux satisfait à la condition sous A. ou B. et que la demande est faite conjointement par apposition de la signature des 2 conjoints à la page 20)* :

☐ 322 A. au moins 90% des revenus mondiaux sont imposables au Luxembourg (pourcentage à déterminer selon les cases 325 à 327) *(les revenus provenant d'une occupation salariée, dont le droit d'imposition ne revient pas au Luxembourg, en vertu d'une convention contre les doubles impositions, sont à assimiler aux revenus imposables au Grand-Duché uniquement à concurrence du revenu non imposable au Luxembourg correspondant au maximum à 50 jours de travail);*

☐ 323 B. les revenus nets annuels non soumis à l'impôt sur le revenu luxembourgeois sont inférieurs à 13 000 €;

☐ 324 C. le contribuable non résident ayant sa résidence fiscale en Belgique peut, en vertu des dispositions de l'article 24 § 4a de la convention contre les doubles impositions entre le Luxembourg et la Belgique, être assimilé aux contribuables résidents si plus de 50% des revenus professionnels de son ménage sont imposables au Luxembourg.

Détermination du seuil des revenus imposables au Luxembourg

$$\frac{\text{Total des revenus «non exonérés» x 100}}{\text{Total des revenus «non exonérés» et «exonérés»}} \Rightarrow \frac{325}{326} \times 100 = 327\ \%$$

Les contribuables non résidents doivent indiquer leurs revenus de source luxembourgeoise dans les colonnes «revenus non exonérés».

☐ 328 Nous déclarons / Je déclare révoquer notre/ma demande d'assimilation formulée auparavant et nous nous déclarons / je me déclare d'accord à être imposé(s) suivant le régime de droit commun.

OPTIONS EN MATIERE D'IMPOSITION COLLECTIVE ET INDIVIDUELLE O

N° dossier	Année 2023

Epoux dont l'un est contribuable résident et l'autre une personne non résidente

☐ 401 Nous demandons l'imposition collective au sens de l'article 3 d) L.I.R. pour l'année d'imposition 2023. Nous déclarons qu'au moins 90% des revenus professionnels de notre ménage sont réalisés pendant l'année d'imposition par le contribuable résident au Luxembourg.
En signant la présente déclaration pour l'impôt sur le revenu ensemble avec le contribuable résident, la personne non résidente demande à être imposée collectivement avec son conjoint en vertu de l'article 3 d) L.I.R. et à être imposée comme si elle avait été contribuable résident (article 6 (4) L.I.R.). Les revenus annuels du conjoint non résident sont à justifier par des documents probants.
Après avoir coché la case 401, vous pourrez également opter par la suite ci-dessous pour une imposition individuelle pure ou avec réallocation des revenus en cochant une des cases 406 ou 409, puis soit une des cases 407 ou 408, respectivement soit une des cases 411 ou 412. Ce choix devra être fait au plus tard pour le 31 décembre 2024.
Les époux souhaitant révoquer une demande formulée antérieurement pour une imposition collective au sens de l'article 3 d) L.I.R. peuvent renoncer à l'imposition collective et/ou à une imposition individuelle éventuellement choisie en cochant la case 413 et puis la case 414 ou 415. Le choix de renoncer à une imposition individuelle devra être fait au plus tard pour le 31 décembre 2024.

Partenaires (résidents et non-résidents assimilés)

☐ 402 Nous demandons l'imposition collective au sens des articles *3bis* et *157ter* (5) L.I.R. pour l'année d'imposition 2023. Nous déclarons que nous avons partagé un domicile commun ou une résidence commune et que le partenariat a existé du début à la fin de l'année d'imposition 2023.

Date de la déclaration du partenariat 403 ____ Document établi par les autorités compétentes : ☐ 404 en annexe ☐ 405 déjà présenté

La demande est valablement formulée lorsque la présente rubrique «partenaires» est remplie et lorsque la déclaration pour l'impôt sur le revenu est introduite et signée par chacun des partenaires.
Après avoir coché la case 402, vous pourrez également opter par la suite ci-dessous pour une imposition individuelle avec réallocation des revenus en cochant une des cases 406 ou 409, puis soit une des cases 407 ou 408, respectivement la case 412. Ce choix devra être fait au plus tard pour le 31 décembre 2024.
Les partenaires souhaitant révoquer une demande formulée antérieurement pour une imposition collective au sens de l'article *3bis* ou *157ter* (5) L.I.R. peuvent renoncer à l'imposition collective et/ou à une imposition individuelle éventuellement choisie en cochant la case 413 et puis la case 414 ou 415. Le choix de renoncer à une imposition individuelle devra être fait au plus tard pour le 31 décembre 2024.

Imposition individuelle (résidents et non-résidents assimilés)

☐ 406 Pour l'année d'imposition 2023 nous confirmons notre choix exprimé en dernier lieu:
☐ 407 par courrier ☐ 408 par myguichet.lu

☐ 409 Pour l'année d'imposition 2023 nous demandons:
☐ 410 l'imposition collective selon les modalités de l'article 3 L.I.R.
☐ 411 l'imposition individuelle pure selon les modalités de l'article 3*ter* (2) L.I.R. (remplir cases 416 à 427)
☐ 412 l'imposition individuelle avec réallocation selon les modalités de l'article 3*ter* (3) L.I.R. (remplir cases 416 à 429)

☐ 413 Nous déclarons révoquer notre/nos choix exprimé(s) auparavant, à savoir:
☐ 414 l'imposition collective ☐ 415 l'imposition individuelle

A défaut de cocher la case 409 et l'une des cases 410 à 412, les **contribuables mariés résidents et non résidents assimilés** seront imposés collectivement à moins qu'ils n'aient exprimés conjointement avant le 31 décembre 2024 un autre choix. Dans ce cas, la case 406 est à cocher.
Le/Les choix exprimé(s) ci-dessus est/sont valablement formulé(s) par apposition de la signature des 2 conjoints ou partenaires à la page 20.

Informations complémentaires

En cas de demande pour une imposition selon les modalités des articles 3*ter* (2) et 3*ter* (3) L.I.R.:

	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
Date de naissance / numéro d'identification	416 ____ (Année Mois Jour)	417 ____ (Année Mois Jour)
N° dossier individuel	418 ____ (0 1)	419 ____ (0 1)
Titulaire du compte	420	421
Code IBAN	422	423
SWIFT BIC	424	425
Taux de répartition des avances communes payées et non payées d'un dossier commun de l'année d'imposition 2023	426 %	427 %

En cas de demande pour une imposition selon les modalités de l'article 3*ter* (3) L.I.R., remplir les cases 428 et 429 ci-après.

Taux de répartition du revenu imposable ajusté commun mondial à réallouer	428 %	429 %

A défaut de remplissage des cases 426 à 429, l'Administration admet une répartition de 50% à chacun des contribuable / contribuable conjoint / partenaire. La somme des taux de pourcentage des cases 426 et 427, ainsi que des cases 428 et 429 doit être de 100%. La répartition des avances communes payées se fait sous réserve de l'article 154 (7) L.I.R.

BÉNÉFICE COMMERCIAL / BÉNÉFICE AGRICOLE ET FORESTIER C/A

N° dossier | Année 2023

	Revenus non exonérés		Revenus exonérés	
	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire

Détermination du bénéfice commercial (déclarations de retenues d'impôt à la source et diverses demandes page 19) C

A. Bénéfice d'une entreprise commerciale individuelle	501	502	503	504
B. Part(s) de bénéfice d'une entreprise commerciale en commun (société en nom collectif, société en commandite simple, etc.)	505	506	507	508
C. Bénéfice divers				
+ Recettes (commissions d'assurances, autres commissions, etc.; suivant annexe)	509	510	511	512
- Dépenses (déduction forfaitaire, si applicable)	513	514	515	516
- Dépenses (suivant annexe)	517	518	519	520
D. Bénéfice de cession ou de cessation non compris sous A., B. ou C. ci-dessus (suivant annexe)	521	522	523	524
Total A+B+C+D	525 0,00 (0033)	526 0,00 (0039)	527 0,00 (6038)	528 0,00 (6039)
			527+528 0,00 (6040)	
A déduire: - exonération selon l'article 50*ter* L.I.R. (joindre l'annexe 760)	529	530		
	529+530 0,00			
Dans quel Etat partie à l'Accord sur l'EEE autre que le Luxembourg est-ce que vous exploitez un établissement stable exerçant une activité de recherche et de développement ?			531	
Total A+B+C+D - déductions (revenu à reporter à la page 20, cases 2001 à 2004)	532 0,00	533 0,00	534 0,00	535 0,00

Détermination du bénéfice agricole et forestier (déclarations de retenues d'impôt à la source et diverses demandes page 19) A

A. Bénéfice d'une exploitation agricole individuelle (selon le modèle 141 ou 144)	536	537	538	539
B. Part(s) de bénéfice d'une exploitation en commun (société en nom collectif, société civile, etc.)	540	541	542	543
C. Bénéfice forestier				
+ Recettes (suivant annexe)	544	545	546	547
- Dépenses (suivant annexe)	548	549	550	551
D. Bénéfice de cession ou de cessation non compris sous A., B. ou C. ci-dessus (suivant annexe)	552	553	554	555
Total A+B+C+D	556 0,00 (0058)	557 0,00 (0059)	558 0,00 (6058)	559 0,00 (6059)
			558+559 0,00 (6060)	
A déduire: - investissements nouveaux en outillage et matériel productifs, ainsi qu'en aménagement de locaux (article 128*ter* L.I.R.)	560	561		
	0078 560+561 0,00 (0080) 0079			
- exonération selon l'article *50ter* L.I.R. (joindre l'annexe 760)	562	563		
	562+563 0,00			
Dans quel Etat partie à l'Accord sur l'EEE autre que le Luxembourg est-ce que vous exploitez un établissement stable exerçant une activité de recherche et de développement ?			564	
Total A+B+C+D - déductions (revenu à reporter à la page 20, cases 2005 à 2008)	565 0,00	566 0,00	567 0,00	568 0,00

BÉNÉFICE PROVENANT DE L'EXERCICE D'UNE PROFESSION LIBÉRALE

N° dossier	Année 2023

	Revenus non exonérés		Revenus exonérés	
	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire

Détermination du bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale

(déclarations de retenues d'impôt à la source et diverses demandes page 19)

I

A. Bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale exercée à titre individuel				
1. Bénéfice établi suivant bilan et compte de profits et pertes joints	601	602	603	604
2. Comparaison des recettes et des dépenses (T.V.A. comprise)				
+ Recettes (suivant annexe)	605	606	607	608
- Dépenses d'exploitation (selon le modèle 152)	609	610	611	612
B. Part(s) de bénéfice de l'exercice en commun de la profession libérale (société civile, etc.)	613	614	615	616
C. Bénéfice de cession ou de cessation non compris sous A. ou B. ci-dessus (suivant annexe)	617	618	619	620
D. Jetons de présence (conseils communaux, etc.)				
+ Montant brut (suivant annexe)	621	622	623	624
- Dépenses	625	626	627	628
Total A+B+C+D	629 0,00 (0094)	630 0,00 (0095)	631 0,00	632 0,00
E. Tantièmes				
+ Montant brut (suivant annexe)	633 (0096)	634 (0098)	635	636
- Dépenses	637 (0097)	638 (0099)	639	640
Total A+B+C+D+E	641 0,00 (0108)	642 0,00 (0109)	643 0,00 (6108)	644 0,00 (643+644: 0,00) (6109) (6110)

A déduire:

- exonération selon l'article 50*ter* L.I.R. (joindre l'annexe 760)	645	646	645+646: 0,00

Dans quel Etat partie à l'Accord sur l'EEE autre que le Luxembourg est-ce que vous exploitez un établissement stable exerçant une activité de recherche et de développement ? 647

Total A+B+C+D+E - déductions (revenu à reporter à la page 20, cases 2009 à 2012)	648 0,00	649 0,00	650 0,00	651 0,00

REVENU NET PROVENANT D'UNE OCCUPATION SALARIÉE

S

N° dossier	Année 2023

	Revenus non exonérés		Revenus exonérés	
	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire

Détermination du revenu net provenant d'une occupation salariée

S1

(indiquer les cotisations obligatoires à la page 16, cases 1601 à 1604 et les retenues d'impôt à la source sur les salaires à la page 19, cases 1923 à 1924)

A. Premier contrat de louage de service	701	702	703	704
B. Deuxième contrat de louage de service	705	706	707	708
C. Prestations en cas de maladie, de maternité, d'accident et de chômage	709	710	711	712
D. Autre(s) (à spécifier) 713	714	715	716	717
Total A+B+C+D	718 0,00 (2112)	719 0,00 (2119)	720 0,00	721 0,00
E. Salaire brut versé dans le cadre du régime d'imposition forfaitaire des articles 137(5) et 137(5a) L.I.R. (en cas de demande en régularisation, veuillez indiquer toutes les rémunérations soumises à l'imposition forfaitaire)	722 (2113)	723 (2120)	724	725
Total A+B+C+D+E *(le(s) certificat(s) est(sont) à joindre en annexe)*	726 0,00	727 0,00	728 0,00	729 0,00

A déduire:

a) - Salaires payés pour les heures supplémentaires	730 (2114)	731 (2121)	732	733
- Suppléments de salaires pour travail de nuit, de dimanche et de jours fériés	734 (2115)	735 (2122)	736	737
- Autres exemptions (à spécifier) 742	738 (2116)	739 (2123)	740	741
b) Frais d'obtention (minimum forfaitaire de 540 € par salarié, majoré en cas d'invalidité ou d'infirmité). En cas de déduction des frais effectifs, les détails sont à joindre en annexe	743 (2117)	744 (2124)	745	746
c) Frais de déplacement (lorsque l'éloignement dépasse 4 unités d'éloignement sans en dépasser 30, la déduction forfaitaire est de 99 € par unité. Les 4 premières unités ne sont pas prises en compte et la déduction est limitée à 2 574 €)	747 (2118)	748 (2125)	749	750
Désignation du lieu de travail (en cas de plusieurs lieux de travail, les cases 763 à 778 ci-après sont à remplir)	751	752	753	754
Total des déductions	755 0,00	756 0,00	757 0,00	758 0,00

Total A+B+C+D+E - déductions (revenu à reporter à la page 20, cases 2013 à 2016)	759 0,00 (0128)	760 0,00 (0129)	761 0,00 (6128)	762 0,00 (6130) (6129)

Plusieurs lieux de travail

S2

		Contribuable	Contribuable conjoint / partenaire
1er lieu de travail	Commune	763	764
	Période	du 765 au 766	du 767 au 768
	Fréquence	jour(s) ☐ par semaine ☐ par mois 769	jour(s) ☐ par semaine ☐ par mois 770
2e lieu de travail	Commune	771	772
	Période	du 773 au 774	du 775 au 776
	Fréquence	jour(s) ☐ par semaine ☐ par mois 777	jour(s) ☐ par semaine ☐ par mois 778

REVENU NET RÉSULTANT DE PENSIONS OU DE RENTES

P

N° dossier	Année 2023

	Revenus non exonérés		Revenus exonérés	
	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire

Détermination du revenu net résultant de pensions ou de rentes

P1

(indiquer les cotisations obligatoires à la page 16, cases 1601 à 1604 et les retenues d'impôt à la source sur les pensions à la page 19, cases 1925 à 1926)

A. Pensions et autres allocations (montant brut) payées par les anciens employeurs ou par les caisses autonomes de retraite	801	802	803	804
	805	806	807	808
Total A	809 0,00 (2132)	810 0,00 (2139)	811 0,00	812 0,00
B. + Rentes viagères mensuelles résultant d'un contrat de prévoyance-vieillesse (montant brut)	813	814	815	816
- Exemption de 50% (art. 115, no 14a L.I.R.)	817	818	819	820
C. + Arrérages de rentes et d'autres allocations et avantages périodiques (montant brut) non compris sous A. ou B. ci-dessus	821	822	823	824
- Exemption de 50% maximum (art. 115, no 14 L.I.R.) ou autres exemptions	825	826	827	828
Total B+C	829 0,00 (2133)	830 0,00 (2140)	831 0,00	832 0,00
Total A+B+C	833 0,00	834 0,00	835 0,00	836 0,00

A déduire:

Frais d'obtention (minimum forfaitaire de 300 €). En cas de déduction des frais effectifs, les détails sont à joindre en annexe	837 (2134)	838 (2141)	839	840

Total A+B+C - déductions (revenu à reporter à la page 20, cases 2017 à 2020)	841 0,00 (0148)	842 0,00 (0149)	843 0,00 (6148)	844 0,00 (843+844 = 0,00 → 6150) (6149)

Abattement extra-professionnel

P2

☐ 845 Demande pour l'abattement extra-professionnel au sens de l'article 129b (2) c) L.I.R. applicable aux conjoints et partenaires

La rente / pension existe depuis le 846

L'abattement est applicable lorsque l'un des conjoints / partenaires réalise un bénéfice commercial, un bénéfice agricole et forestier, un bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale ou un revenu d'une occupation salariée et lorsque l'autre réalise depuis moins de 36 mois (au début de l'année d'imposition) un revenu résultant de pensions ou de rentes.

Pension ou rente à soumettre à la contribution dépendance	847	848	0153 / 847+848 = 0155 / 0154
Frais d'obtention à déduire	849	850	0157 / 849+850 = 0156 / 0158

REVENU NET PROVENANT DE CAPITAUX MOBILIERS

CM

N° dossier | Année 2023

Revenus non exonérés		Revenus exonérés	
Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire

Détermination du revenu net provenant de capitaux mobiliers

(indiquer les retenues d'impôt à la source à la page 19)

Les frais d'obtention en relation directe avec un investissement de la présente catégorie de revenus sont à porter en déduction des revenus y relatifs; les détails sont à fournir sur une annexe ou moyennant le modèle 180.

CM

A. **Revenus soumis à la retenue d'impôt à la source libératoire luxembourgeoise sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière (en vertu des articles 6 et 6*bis* de la loi modifiée du 23 décembre 2005) ne sont pas à déclarer**

(le montant de la retenue d'impôt à la source sur revenus de capitaux opérée sur des revenus à imposer au titre de bénéfice commercial, de bénéfice agricole et forestier ou de bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale est à mentionner sur la feuille «Retenues d'impôt à la source / diverses demandes RD»)

B. **Revenus passibles de la retenue d'impôt à la source luxembourgeoise**

Produits d'actions, de parts de capital, de parts bénéficiaires ou d'autres participations provenant d'organismes à caractère collectif et autres produits (montant brut - exemption de 50%)	901	902

C. **Revenus non soumis à la retenue d'impôt à la source luxembourgeoise**

a) Produits de valeurs mobilières en provenance d'Etats avec lesquels le Luxembourg a conclu des conventions contre les doubles impositions (montant brut - exemption de 50%)	903	904	905	906
b) Produits de valeurs mobilières provenant d'Etats non visés sous a) ci-dessus	907	908	909	910
c) Revenus alloués par les sociétés de gestion de patrimoine familial (SPF), les organismes de placement collectif (OPC) de droit luxembourgeois, y compris les sociétés d'investissement en capital à risque (SICAR)	911	912	913	914
d) Intérêts d'obligations, de dépôts d'épargne et d'autres créances (prêts, avoirs, comptes courants, dépôts, comptes d'épargne non visés sous A.)	915	916	917	918

D. **Autres revenus de capitaux non visés ci-dessus** (revenus au sens de l'article 97 (1) n^{os} 6 à 9 L.I.R.)

	919	920	921	922

Total B+C+D	923 0,00	924 0,00	925 0,00	926 0,00

A déduire:

Frais d'obtention: minimum forfaitaire (25 €); le forfait est doublé dans le chef des époux ou partenaires imposables collectivement (50 €). Ce forfait est déductible à défaut de frais d'obtention en rapport avec les différents investissements de la présente catégorie de revenus	927	928	929	930
Tranche exemptée (article 115, no 15 L.I.R.): maximum 1 500 €; ce plafond est doublé dans le chef des époux ou partenaires imposables collectivement. La déduction ne peut pas dépasser le total des revenus	931	932	933	934

Total B+C+D - déductions (revenu à reporter à la page 20, cases 2021 à 2024)	935 info	936 info	937 info	938 info
	0168	0169	6168	6169
	0,00 0170		0,00 6170	

Revenu net de capitaux mobiliers à soumettre à la contribution dépendance	939	940
	0173	939+940 0174
		0175

REVENU NET PROVENANT DE LA LOCATION DE BIENS

L

N° dossier	Année 2023

Revenus non exonérés		Revenus exonérés	
Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire

Détermination du revenu net provenant de la location de biens — L1

	Revenus non exonérés		Revenus exonérés	
	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
A. Revenu provenant de la location ou de l'affermage de propriétés bâties (selon le modèle 190), non bâties (selon le modèle 195) et de biens meubles	1001	1002	1003	1004
B. Parts de revenu provenant de la location ou de l'affermage de propriétés bâties de copropriétés indivises (selon les modèles 200 et 210)	1005	1006	1007	1008
C. Revenu provenant de la concession du droit d'extraction de substances minérales, p.ex. minerais, pierres et terres (suivant annexe)	1009	1010	1011	1012
D. Revenu provenant de redevances payées pour l'usage ou la concession de l'usage de droits de propriété industrielle ou intellectuelle, p.ex. brevets, droits d'auteur (suivant annexe)	1013	1014	1015	1016
E. Perte de location en relation économique avec un immeuble en voie de construction	1017	1018	1019	1020
F. - Intérêts débiteurs déductibles ou arrérages de rentes viagères en rapport avec l'habitation occupée ou destinée à être occupée par le propriétaire ou cédée gratuitement à des tiers non comprise sous A. ou B. ci-dessus (remplir rubrique L2 ci-après)	1021	1022	1023	1024
- Part non encore déduite des frais importants d'obtention (règlement grand-ducal du 31/7/1980)	1025	1026	1027	1028
Total (revenu à reporter à la page 20, cases 2025 à 2028)	1029 0,00	1030 0,00	1031 0,00	1032 0,00
	0188	0189 0,00 0190	6188	6189 0,00 6190

Intérêts débiteurs déductibles et arrérages de rentes viagères en rapport avec l'habitation occupée par le propriétaire ou cédée gratuitement à des tiers — L2

Détail des dettes, des arrérages de rentes et des charges permanentes en rapport avec l'(les) immeuble(s) précité(s) (terrain, construction, etc.).

Nom de l'établissement de crédit ou nom et adresse du bénéficiaire de la rente	Relation économique de la dette ou nature de la rente	Montant de la dette au 31/12/2023	Intérêts débiteurs ou charges acquittés (subvention et bonification déduites)	
			Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1033	1034	1035	1036	1037
1038	1039	1040	1041	1042
1043	1044	1045	1046	1047

La valeur locative (fixée à 0% de la valeur unitaire) peut être réduite jusqu'à concurrence d'un plafond des intérêts et des arrérages de rentes viagères (diminués d'une éventuelle subvention ou bonification). Ce plafond est majoré de son propre montant pour le conjoint, pour le partenaire et pour chaque enfant ayant fait partie du ménage du contribuable.

Date d'occupation de l'habitation	avant le 1/1/2013	entre le 31/12/2012 et le 1/1/2018	après le 31/12/2017
Plafond déductible	1 500 €	2 250 €	3 000 €

	Habitation A		Habitation B	
Habitation sise à	1048		1049	
Numéro - rue	1050	1051	1052	1053
Occupée depuis le	1054		1055	
Intérêts débiteurs ou rentes viagères déductibles (à reporter aux cases 1021 à 1024)	Contribuable: 1056	Contribuable conjoint/partenaire: 1057	Contribuable: 1058	Contribuable conjoint/partenaire: 1059

Revenu net de la location de biens à soumettre à la contribution dépendance	1060	1061	
	0193	1060+1061 0195	0194

REVENUS NETS DIVERS

D

N° dossier | Année 2023

Revenus non exonérés		Revenus exonérés	
Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire

Détermination des revenus nets divers — D1

	Revenus non exonérés		Revenus exonérés	
	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
A. Revenu provenant de la cession à titre onéreux de participations importantes dans des organismes à caractère collectif (p.ex. sociétés de capitaux, sociétés coopératives, etc.) ou du partage total ou partiel de l'actif net investi de pareils organismes (suivant annexe)	1101	1102	1103	1104
B. Revenu provenant de plus-values réalisées lors de la cession de biens du patrimoine privé (selon le modèle 700)				
1. Bénéfice de spéculation	1105	1106	1107	1108
2. Bénéfice de cession	1109	1110	1111	1112
C. Revenu provenant de prestations diverses non comprises dans une autre catégorie de revenus (p. ex. entremises occasionnelles, commissions secrètes, etc.)				
+ Recettes (suivant annexe)	1113	1114	1115	1116
- Frais d'obtention (suivant annexe)	1117	1118	1119	1120
D. Remboursement sous forme de capital ou de retrait annuel en exécution d'un contrat de prévoyance-vieillesse, restitution de l'épargne à l'ayant droit en cas de décès de l'épargnant, ainsi que le remboursement anticipé du capital épargné pour des raisons d'invalidité ou de maladie grave (art. 99, no 4 L.I.R.)	1121	1122	1123	1124
E. Autre remboursement résultant d'un contrat de prévoyance-vieillesse non visé sous D. (article 99, no 5 L.I.R.)	1125	1126	1127	1128
Revenu à reporter (revenu à reporter à la page 20, cases 2029 à 2032)	0,00 1129	0,00 1130	0,00 1131	0,00 1132
	0208 — 0,00 — 0209 (0210)		6208 — 0,00 (1131+1132) — 6209 (6210)	

Revenus nets divers à soumettre à la contribution dépendance	1133	1134
	0213 — 1133+1134 — 0214 (0215)	

Acquisitions et cessions de biens immobiliers — D2

Date de l'acte notarié		Nature du bien immobilier	Situation du bien immobilier	Superficie	Nom et adresse complète du cédant ou de l'acquéreur	Prix d'acquisition (frais d'acte compris) ou prix de cession
Acquisition	Cession					
1135	1136	1137	1138	1139	1140	1141
1142	1143	1144	1145	1146	1147	1148
1149	1150	1151	1152	1153	1154	1155
1156	1157	1158	1159	1160	1161	1162
1163	1164	1165	1166	1167	1168	1169

En cas de cession de biens immobiliers, le modèle 700 est à remplir.

REVENUS EXTRAORDINAIRES

EX

N° dossier								Année 2023		

Revenus non exonérés

	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire

Revenus extraordinaires

EX

☐ Demande pour l'application des taux de l'article 131 L.I.R. à l'endroit des revenus extraordinaires au sens de l'article 132 L.I.R. mentionnés ci-après. Les revenus sont compris dans le total des revenus nets.

Nature des revenus			
1201	1202	1203	
1204	1205	1206	
1207	1208	1209	
1210	1211	1212	
totaux	1213 0,00	1214 0,00	

Application de l'article 132 (1) L.I.R. (étalement)	1215	1216		
	1706	1215+1216 0,00 0706	2706	
Application de l'article 132 (2) L.I.R. (50% du taux global)	1217	1218		
	1707	1217+1218 0,00 0707	2707	
Application de l'article 132 (3) L.I.R. (25% du taux global)	1219	1220		
	1708	1219+1220 0,00 0708	2708	
Application de l'article 133 L.I.R.	1221	1222		
	1709	1221+1222 0,00 0709	2709	

DÉPENSES SPÉCIALES

DS

N° dossier									Année 2023		

1. Dépenses spéciales déductibles couvertes par le minimum forfaitaire

Ne sont à déclarer que les dépenses qui ne sont à considérer ni comme dépenses d'exploitation, ni comme frais d'obtention et qui ne sont pas en rapport économique avec des revenus exemptés.

A. Arrérages de rentes et de charges permanentes

	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1. Dus en vertu d'une obligation particulière	1301	1302
	1400	1301+1302 2400
		0,00 * 0400
2. Payés au conjoint divorcé (maximum 24 000 € par conjoint divorcé):		
- à l'occasion d'un divorce par consentement mutuel	1303	1304
	1405	1303+1304 2405
		0,00 * 0405
- fixés par décision judiciaire dans le cadre d'un divorce prononcé après le 31/12/1997	1305	1306
	1406	1305+1306 2406
		0,00 * 0406
- fixés par décision judiciaire dans le cadre d'un divorce prononcé avant le 1/1/1998	1308	1309
☐ 1307 Une demande conjointe du débiteur et du bénéficiaire de la rente est jointe à la présente déclaration	1407	1308+1309 2407
		0,00 * 0407

Détails concernant les arrérages de rentes et de charges permanentes versés (cases 1301 à 1309)

Nom et adresse complète du bénéficiaire	Nature de la rente	Déduit à la case	Charges et arrérages versés en 2023	
1310	1311	1312	1313	1314
1315	1316	1317	1318	1319
1320	1321	1322	1323	1324
1325	1326	1327	1328	1329
1330	1331	1332	1333	1334
1335	1336	1337	1338	1339

DÉPENSES SPÉCIALES

DS

N° dossier	Année 2023

1. Dépenses spéciales déductibles couvertes par le minimum forfaitaire

B.a) Intérêts débiteurs

En relation économique avec des prêts de consommation, finançant des voitures, des biens meubles, etc. (les intérêts débiteurs en rapport avec des immeubles bâtis ou en voie de construction sont à inscrire à la page 10, cases 1033 à 1047)

Nom et adresse du créancier	Relation économique de la dette	Montant de la dette au 31/12/2023	Intérêts débiteurs (subvention et bonification déduites)	
			Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1401	1402	1403	1404	1405
1406	1407	1408	1409	1410
1411	1412	1413	1414	1415
1416	1417	1418	1419	1420
1421	1422	1423	1424	1425
1426	1427	1428	1429	1430
1431	1432	1433	1434	1435

B.b) Primes d'assurance et cotisations

1. Primes versées à titre d'assurance en cas de vie, de décès, d'accidents, d'invalidité, de maladie ou de responsabilité civile à des compagnies d'assurance agréées et ayant leur siège dans un Etat membre de l'Union européenne (ne sont pas déductibles les primes en relation avec les risques suivants: dégâts, vol, incendie, bris de glace, casco, etc.)
2. Cotisations versées à des sociétés de secours mutuels reconnues, dont le but est d'assurer les risques de maladie, d'accident, d'incapacité de travail, d'infirmité, de chômage, de vieillesse ou de décès

Entreprise d'assurance / mutuelle	Risque assuré (indiquer en outre le début et la fin de la durée contractuelle des assurances en cas de vie)	Primes versées en 2023 (taxes et frais compris)	
		Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1436	1437	1438	1439
1440	1441	1442	1443
1444	1445	1446	1447
1448	1449	1450	1451
1452	1453	1454	1455
1456	1457	1458	1459
1460	1461	1462	1463
1464	1465	1466	1467
	total	1468 0,00	1469 0,00 info

Plafond de 672 €, majoré le cas échéant pour le conjoint, pour le partenaire et pour chaque enfant ayant fait partie du ménage — 1470

Le montant le moins élevé, somme des cases 1468 et 1469 ou plafond, est à inscrire dans la case 1471 — 1471 * 0430

1430 | 2430

Majoration plafond: versement d'une prime unique au titre d'une assurance temporaire au décès à capital décroissant en vue d'assurer le remboursement d'un prêt consenti pour:

	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
- l'acquisition d'un équipement professionnel	☐ 1472	☐ 1473
- les investissements en besoins personnels d'habitation	☐ 1474	☐ 1475
Chaque enfant déclenche une majoration du plafond à utiliser au choix du contribuable ou du contribuable conjoint/partenaire (indiquer le nombre d'enfants)	1476	1477

DÉPENSES SPÉCIALES

DS

N° dossier	Année 2023

1. Dépenses spéciales déductibles couvertes par le minimum forfaitaire

C. Cotisations payées à titre personnel

Cotisations payées à titre personnel en raison d'une assurance continuée, volontaire ou facultative, et d'un achat de périodes en matière d'assurance maladie et d'assurance pension auprès d'un régime de sécurité sociale

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1501	1502
1420	1501+1502 : 0,00 * 0420 — 2420

D. Prévoyance-vieillesse

Versements visés par l'article 111*bis* L.I.R.

Compagnie d'assurances/ établissement de crédit	Début du contrat	Fin du contrat	Versés en 2023 — Contribuable	Versés en 2023 — Contribuable conjoint/partenaire
1503	1504	1505	1506	1507
1508	1509	1510	1511	1512
		total	1513 : 0,00	1514 : 0,00
			1433	1513+1514 : 0,00 * 0433 — 2433

Paiements visés par l'article 111*ter* L.I.R

Compagnie d'assurances/ établissement de crédit	Début du contrat	Fin du contrat	Payés en 2023 — Contribuable	Payés en 2023 — Contribuable conjoint/partenaire
1518	1519	1520	1521	1522
1523	1524	1525	1526	1527
		total	1528 : 0,00	1529 : 0,00
			1434	1528+1529 : 0,00 * 0434 — 2434

Plafond de 3 200 € pour le contribuable et 3 200 € pour le conjoint / partenaire. Les totaux des primes déductibles aux cases 1513,1514, 1528 et 1529 sont à inscrire dans les cases 1530 et 1531 en tenant compte des limites et conditions de déductibilité.

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1530	1531 info

E. Epargne-logement

Cotisations versées à des caisses d'épargne-logement agréées dans un Etat membre de l'Union européenne en vertu d'un contrat d'épargne-logement

Caisse d'épargne-logement	N° d'identification du souscripteur	Début du contrat	Cotisations versées en 2023 — Contribuable	Cotisations versées en 2023 — Contribuable conjoint/partenaire
1532	1533 année mois jour	1534	1535	1536 0441
1537	1538 année mois jour	1539	1540	1541 0441
1542	1543 année mois jour	1544	1545	1546 0441
		total	1547 : 0,00	1548 : 0,00
			1549 * 1443	1550 info * 2443

ue
ou

Total des dépenses spéciales couvertes par le minimum forfaitaire (cases 1301 à 1550)

Si le montant des dépenses spéciales (case 1551) est inférieur au minimum forfaitaire, celui-ci s'y substitue. Le minimum forfaitaire s'élève à 480 € par an; ce montant est doublé dans le chef des conjoints et des partenaires imposables collectivement et percevant chacun des revenus d'une occupation salariée

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1551 : 0,00	
1552 * 0450	
0448	0449

DÉPENSES SPÉCIALES

DS

N° dossier	Année 2023

2. Dépenses spéciales déductibles en dehors du minimum forfaitaire

A. Cotisations obligatoires

Prélèvements et cotisations en raison de l'affiliation obligatoire des salariés et des non-salariés à un établissement de sécurité sociale luxembourgeois ou étranger, ainsi que la retenue pour pension opérée dans le secteur public

	En relation avec des revenus non exonérés		En relation avec des revenus exonérés	
	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
	1601	1602	1603	1604
	0498	1601+1602 0499	6498	1603+1604 6499
		0,00		0,00
		* 0500		6500

B. Régimes complémentaires

Régimes complémentaires de pension instaurés selon la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension

1. Cotisations personnelles **versées par un salarié,** déductibles à concurrence d'un plafond de 1 200 €

	1605	1606	1607	1608
	0438	1605+1606 0439	6438	1607+1608 6439
		0,00		0,00
		* 0440		6440

2. Contributions **versées par un travailleur indépendant**, déductibles dans les limites de la loi (joindre le certificat du gestionnaire agréé)

1609	1610	
0458	1609+1610 0459	
	0,00	
	* 0460	

Affiliation à un régime complémentaire de pension mis en place par une entreprise au profit de ses salariés

oui ☐ non ☐	oui ☐ non ☐

C. Libéralités

Libéralités (la somme des dons ne peut être ni inférieure à 120 €, ni supérieure à 1 000 000 € et elle ne peut pas dépasser 20% du total des revenus nets; les montants dépassant ces limites peuvent être reportés sur les deux années d'imposition subséquentes et doivent être indiqués sur une annexe)

	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
Report libéralités 2021	1611	1612
		1611+1612
	0,00	
	* 1522	

	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
Report libéralités 2022	1613	1614
		1613+1614
	0,00	
	* 1521	

Bénéficiaire	Libéralités versées en 2023	
1615	1616	1617
1618	1619	1620
1621	1622	1623
1624	1625	1626
1627	1628	1629
1630	1631	1632
	1633	1634 info
		1633+1634
		0,00
		* 1520
	1524	1525

Remarque: La somme des dons déductibles des cases 1616 à 1632 n'est pas calculée automatiquement. Veuillez inscrire le montant en tenant compte des limites et conditions de déductibilité.

D. Pertes d'exploitation reportables

Pertes d'exploitation reportables dans les conditions de l'article 114 L.I.R. (suivant détail en annexe)

	Pertes reportables revenus non exonérés		Pertes reportables revenus exonérés	
	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
Total des pertes reportables	1635	1636	1637	1638
	0560	1635+1636 0561	6560	1637+1638 6561
		0,00		0,00
		* 0562		6562

Total des dépenses spéciales déductibles (à reporter à la page 20, case 2037 «dépenses spéciales») 1639 **0,00**

CHARGES EXTRAORDINAIRES

CE

N° dossier								Année 2023		

Demande pour un abattement de revenu imposable du fait de charges extraordinaires

☐ 1701 Abattement de revenu imposable du fait de charges extraordinaires (article 127 L.I.R.) qui sont inévitables et qui réduisent de façon considérable la faculté contributive.

Le détail des charges doit être indiqué ci-après. Dans le cas de frais de maladie, le montant brut, le détail des frais exposés et le détail des remboursements par des tiers sont à joindre. Dans le cas de l'entretien de parents nécessiteux, leurs noms, le détail de leurs revenus, la durée de l'entretien, le montant de la charge et le ménage, dont les parents nécessiteux font partie, sont à indiquer.

Contribuable	Contribuable conjoint /partenaire
1702	1703
1601	1702+1703 0,00 0601 2601

1704

1705

1706

1707

1708

1709

1710

1711

Abattements forfaitaires prévus pour les charges extraordinaires suivantes:

☐ 1712 **Invalidité et infirmité** (règlement grand-ducal modifié du 7 mars 1969)

Contribuable			Contribuable conjoint / partenaire		
Certificat médical	Taux de la réduction de la capacité de travail		Certificat médical	Taux de la réduction de la capacité de travail	
☐ 1713 en annexe	1715	%	☐ 1716 en annexe	1718	%
☐ 1714 déjà présenté			☐ 1717 déjà présenté		
	1605			0605	2605

☐ 1719 **Frais de domesticité, frais d'aides et de soins en raison de l'état de dépendance, frais de garde d'enfant** (règlement grand-ducal modifié du 19 décembre 2008)

Contribuable		Contribuable conjoint / partenaire	
Nom du bénéficiaire (hommes/femmes de charge, crèche, etc.)	1720	Nom du bénéficiaire (hommes/femmes de charge, crèche, etc.)	1721
Montant mensuel des frais	1722	Montant mensuel des frais	1723
Pendant (mois)	1724	Pendant (mois)	1725
Montant annuel des frais	1726	Montant annuel des frais	1727
	1603		2603

0603

CHARGES EXTRAORDINAIRES / DECLARATION (DAC6) CE/D

N° dossier										Année 2023

☐ 1801 Abattement de revenu imposable pour charges extraordinaires en raison des **enfants n'ayant pas fait partie du ménage du contribuable.** L'abattement n'est pas accordé lorsque les deux parents de l'enfant partagent, avec leur enfant, une habitation commune.

Nom et prénom de l'enfant	Date de naissance / n° d'identification	Montant annuel des frais	Spécification de la formation professionnelle

a) Enfants âgés de moins de 21 ans au 1/1/2023 ou nés en cours de l'année 2023 - dont j'ai supporté principalement (plus de 50%) les frais d'entretien et d'éducation

1802	1803 année mois jour	1804	
1805	1806 année mois jour	1807	
1808	1809 année mois jour	1810	1650 / 2650 0650
1811	1812 année mois jour	1813	

b) Enfants âgés d'au moins 21 ans au 1/1/2023 - dont j'ai supporté principalement (plus de 50%) les frais d'entretien et les dépenses relatives aux études

1814	1815 année mois jour	1816	1817
1818	1819 année mois jour	1820	1821
1822	1823 année mois jour	1824	1825
1826	1827 année mois jour	1828	1829

Déclaration en vertu de l'article 7 de la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration (DAC 6)

https://impotsdirects.public.lu/fr/echanges_electroniques/dispositifstransfrontieres.html

Le contribuable a-t-il utilisé au cours de l'année d'imposition un ou plusieurs dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration au sens de la directive (UE) 2018/822 ?

oui ☐ 1830 non ☐ 1831

Références (Arrangement ID*) du/des dispositifs transfrontières ayant fait l'objet d'une déclaration dans l'Union européenne:

1832

1833

Observations éventuelles:

1834

1835

1835

* Pour les dispositifs déclarés au Luxembourg, un Arrangement ID est communiqué au déclarant initial après dépôt de la déclaration via la plateforme MyGuichet.lu et doit être transmis à tout contribuable concerné.

RETENUES D'IMPÔT A LA SOURCE / DIVERSES DEMANDES

RD

N° dossier | Année 2023

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire

C/A/I

Demande pour l'amortissement selon l'article 32, alinéa 1a L.I.R. (la demande doit être appuyée par un bilan fiscal et le montant de l'amortissement non déduit au bilan fiscal 2023 doit être indiqué)

	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
Bénéfice commercial	☐ 1901	☐ 1902
Bénéfice agricole et forestier	☐ 1903	☐ 1904
Bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale	☐ 1905	☐ 1906

	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
Montant de l'amortissement non déduit au bilan fiscal 2023	1907	1908
Montant de l'amortissement différé déduit au bilan fiscal 2023	1909	1910

C

Demande en obtention d'une **bonification d'impôt pour investissement**

☐ 1911 Selon report de la ligne 91 du modèle 800 (somme des lignes 20, 30 et 61 du modèle 800)

1912	1913
1023	1912+1913 1024
	0,00 1070

☐ 1914 Selon report de la ligne 92 du modèle 800 (somme de la ligne 43 du modèle 800)

1915	1916
1153	1915+1916 1154
	0,00 1076

C/A/I

Demande en obtention d'une **bonification d'impôt en cas d'embauchage de chômeurs**

☐ 1917 Selon report de la ligne 18 du modèle 805

(le certificat de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) attestant le placement et la continuation de l'emploi est à joindre pour chaque salarié)

1918	1919
1033	1918+1919 1034
	0,00 1075

A

Demande en obtention de l'**abattement spécial agricole** en cas d'aides à l'installation

☐ 1920 Le certificat délivré par le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est à joindre lorsque vous tombez sous le champ d'application de l'article 37 de la loi modifiée du 18 avril 2008.
Veuillez joindre l'annexe 146 si vous tombez sous le champ d'application de l'article 53 de la loi modifiée du 27 juin 2016.

1921	1922
0668	1921+1922 0669
	0,00 0670

Salaires

Retenue d'impôt à la source sur les **salaires**

1923	1924
1084	1085

Pensions

Retenue d'impôt à la source sur les **pensions**

1925	1926
1087	1088

C/A/I/CM

Retenue d'impôt à la source sur les **revenus de capitaux** (dividendes, etc.)

1927	1928
1017	1927+1928 1018
	0,00 1016

C/A/I/CM

Impôt étranger imputable suivant les conventions contre les doubles impositions

1929	1930
1041	1929+1930 1042
	0,00 1040

C/A/I/CM

Impôt étranger imputable suivant annexe (en absence d'une convention)

1931	1932
1081	1931+1932 1082
	0,00 1080

C/A/I

Retenue d'impôt à la source luxembourgeoise (article 6 de la loi modifiée du 23 décembre 2005) sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière

1933	1934
1111	1933+1934 1211
	0,00 1011

I

Retenue d'impôt à la source sur les **tantièmes**

1935	1936
1048	1049

REVENU IMPOSABLE 2023

N° dossier											Année 2023

	Revenus non exonérés		Revenus exonérés	
	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire

Détermination du revenu imposable

Récapitulation des revenus nets

Bénéfice commercial (**C/A**)	2001 0,00	2002 0,00	2003 0,00	2004 0,00
Bénéfice agricole et forestier (**C/A**)	2005 0,00	2006 0,00	2007 0,00	2008 0,00
Bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale (**I**)	2009 0,00	2010 0,00	2011 0,00	2012 0,00
Revenu net provenant d'une occupation salariée (**S**)	2013 0,00	2014 0,00	2015 0,00	2016 0,00
Revenu net résultant de pensions ou de rentes (**P**)	2017 0,00	2018 0,00	2019 0,00	2020 0,00
Revenu net provenant de capitaux mobiliers (**CM**)	2021 0,00	2022 0,00	2023 0,00	2024 0,00
Revenu net provenant de la location de biens (**L**)	2025 0,00	2026 0,00	2027 0,00	2028 0,00
Revenus nets divers (**D**)	2029 0,00	2030 0,00	2031 0,00	2032 0,00
Total des revenus nets	2033 0,00	2034 0,00	2035 0,00 info	2036 0,00 info

Dépenses spéciales (**DS**)	2037 0,00 *
Revenu imposable	2038 0,00

Les données à caractère personnel communiquées par l'administré sont traitées par l'Administration des contributions directes en qualité de responsable du traitement et en conformité avec le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données). Pour plus de détails, vous pouvez consulter la rubrique «A à Z» du site internet de l'Administration des contributions directes, lettre «R», «Règlement général sur la protection des données (RGPD) - General Data Protection Regulation (GDPR)».
https://impotsdirects.public.lu/fr/az/r/RGPD_GDPR.html

Les déclarations non signées sont considérées comme non avenues.
Nous affirmons / J'affirme que la présente déclaration est sincère et complète. Les détails des revenus déclarés, des dépenses spéciales, des charges extraordinaires, des retenues d'impôt à la source et des diverses demandes font partie intégrante de la présente déclaration.

_____ , le _____ D

Signer dans MyGuichet.lu

Enregistrer dans MyGuichet.lu

Réservé à l'Administration

Abattement pour charges extraordinaires (article 127 L.I.R.)			Revenu imposable ajusté (article 126 L.I.R.)	
Abattement pour charges extraordinaires (article 127*bis* L.I.R)			Revenus extraordinaires imposables à un taux spécial	
Abattement extra-professionnel (article 129b L.I.R.)	0621 / 0622 0623 6621 / 6622 6623		Revenu à imposer suivant le barème	
Abattement immobilier spécial (article 129e L.I.R.)	0626 0627		Crédit d'impôt monoparental	1095
Abattement au sens de l'article 153 (5) L.I.R.	0638/0639 0640 6638/6639 6640			